

BRESIL

Programme du Parti Socialisme et Liberté (P-SOL)

Le texte qui suit est le programme approuvé lors de la conférence nationale de fondation du P-SOL, tenue à Brasilia les 5 et 6 juin 2004. Nous commençons avec cette plate-forme programmatique à construire un nouveau parti, et inaugurons une nouvelle étape dans son élaboration programmatique, qui culminera dans son premier congrès. Les rapports approuvés dans les groupes de discussion¹ ouvriront la tribune de débat de cette construction programmatique collective qui ne fait que commencer. Dès les prochains jours, le site Internet sera en mesure de recevoir des contributions qui enrichiront notre débat et permettront que notre programme soit construit sur la base de l'expérience vivante des mouvements sociaux² et de ses protagonistes.

Introduction

Cet avant-projet de programme a deux objectifs : a) proposer une voie pour ce que devrait être le programme provisoire du nouveau parti à adopter dans notre conférence nationale du mois de juin ; b) fournir un point de départ pour la construction d'un projet stratégique, capable de rendre compte des considérables exigences historiques et concrètes des travailleurs et des exclus de notre pays.

Il ne s'agit donc pas d'imposer des recettes pré-établies, hermétiques, datées, indépendantes des changements dans la réalité objective et de l'expérience vivante des luttes sociales de notre peuple. Poser les premières bornes en termes de stratégie et de principes n'implique pas la moindre restriction à des actualisations permanentes, afin de mieux comprendre et représenter les nouvelles exigences populaires.

Dans cette perspective de voies nouvelles pour la discussion d'un projet socialiste, la nécessité de construire un parti de type nouveau apparaît toujours plus clairement. C'est une nécessité objective pour ceux qui, ces vingt dernières années, ont construit une conception combative du PT et lui offert la possibilité extraordinaire d'ouvrir la porte à un Brésil sans misère et sans exploitation, mais qui ont vu la trahison de leurs luttes, rêves et aspirations.

La rupture avec le PT a été initiée par les fonctionnaires fédéraux³, suivis de larges secteurs intellectuels, de segments de la jeunesse et d'une fraction significative de la population, dont la rébellion reste fragmentée mais dont l'existence est attestée dans tous les sondages.

C'est ainsi qu'est apparu un moment historique nouveau pour le pays et pour la gauche socialiste qui continue à défendre les bannières historiques du monde du travail et des masses opprimées. Dans la mesure où le gouvernement accélère sa course vers le précipice, une voie s'ouvre pour une alternative de gauche conséquente, socialiste et démocratique, qui soit en capacité d'attirer et influencer des secteurs de masse ainsi que d'offrir une issue positive à ceux qui croient en un autre Brésil.

PREMIERE PARTIE – BASES PROGRAMMATIQUES STRATEGIQUES

1) Le socialisme dans la démocratie comme principe stratégique de dépassement de l'ordre capitaliste

Le système capitaliste impérialiste mondial conduit l'humanité à une crise globale. La destruction de la nature, les guerres, la spéculation financière, la surexploitation accrue du travail, l'accroissement de la misère en sont des conséquences. Sous le système actuel, les progrès

¹ Qui ont travaillé lors de la conférence de fondation. La traduction et toutes les notes sont de la rédaction d'*Avanti* !

² Au Brésil, les termes « mouvements sociaux » sont utilisés pour désigner les différentes organisations de masse et fronts de lutte : mouvement ouvrier et syndical, mouvements paysans, des sans-terre, des sans toit, des femmes, des noirs, GLBT, etc.

³ Lors de la grève de l'an dernier en défense des retraites.

scientifiques et techniques ne conduisent qu'à une accélération de la concentration des richesses. La recherche agressive de contrôle stratégique des ressources énergétiques de la planète mène à la dévastation de ces ressources mêmes. La logique de production égoïste et destructrice, exclusivement conditionnée par le profit, menace l'existence de toute forme de vie.

La défense du socialisme dans la liberté et la démocratie doit donc être comprise comme une perspective stratégique et de principes. Nous ne pouvons pas prévoir ce que seront les conditions et circonstances d'une rupture systémique. Mais en tant que militants conscients qui entendent récupérer l'espérance de jours meilleurs, nous affirmons qu'une société radicalement différente ne pourra être construite qu'en stimulant la mobilisation et l'auto-organisation indépendante des travailleurs et de tous les mouvements sociaux.

L'essentiel est de conserver en permanence l'idée que l'on ne peut proposer un modèle de cette autre société sans le contrôle des acteurs et sujets de l'auto-émancipation eux-mêmes. Aucun parti ni programme, quelles que soient leurs bonnes intentions, ne pourra se substituer à eux. Une alternative globale pour le pays doit être construite à travers un intense processus d'accumulation de forces et ne pourra être imposée que par un affrontement révolutionnaire avec l'ordre capitaliste établi. Dans cette perspective, il est d'une importance fondamentale d'impulser, particulièrement durant les processus de lutte, le développement d'organismes d'auto-organisation du monde du travail en tant que véritables organismes de contre-pouvoir.

Le défi auquel nous sommes confrontés est donc de refonder l'idée et la stratégie du socialisme dans l'imaginaire de millions d'hommes et de femmes, en reconstruisant l'idée élémentaire – encore plus déconstruite par les expériences totalitaires des régimes stalinien et par les capitulations devant l'ordre établi dans le style de la troisième voie⁴ social-démocrate – que le socialisme est indissociable de la démocratie et de la liberté, de la plus large liberté d'expression et d'organisation, du rejet des modèles de parti unique. Il s'agit ensuite de comprendre qu'un projet d'émancipation sociale des exploités et des opprimés dans les conditions actuelles est un véritable projet d'émancipation de la civilisation humaine, de défense de la vie face aux forces brutales de destruction accumulées par le capitalisme impérialiste.

Enfin, la défense du socialisme n'est que la défense des revendications des travailleurs mieux organisés, liée une tentative conséquente d'incorporer les revendications et les luttes de tous les secteurs opprimés. La lutte pour le socialisme est également la lutte contre toutes les oppressions, injustices et manifestations quotidiennes de barbarie.

2) Pas de souveraineté sans une véritable indépendance nationale, sans rupture avec la domination impérialiste

Le capital financier impérialiste ne limite pas son action aux saignées du paiement de la dette ou des ajustements imposés par le FMI. A travers les accords en négociation, notamment autour de l'ALCA⁵, il prétend aujourd'hui imposer les conditions d'une aggravation majeure de l'exploitation, avec pour corollaire la dilapidation de nos ressources naturelles et énergétiques. L'Amazonie est pour lui un objectif concret. Le contrôle de sa biodiversité à travers les lois sur les brevets, la déforestation au bénéfice de la recherche minière ou dans la logique de l'agro-business, font partie de cette offensive. Les réserves de Petrobrás⁶ sont un autre objectif des multinationales.

3) Rejeter la collaboration de classes et soutenir les luttes des travailleurs

Notre base programmatique ne peut être fondée que sur un principe : la défense de l'indépendance politique des travailleurs et des exclus. Le parti que nous sommes en train de créer n'aura pas pour but de préconiser la collaboration de classes. Nos alliances en vue de construire un projet alternatif seront celles qui viseront à souder l'unité de tous les secteurs du monde du travail – tous les travailleurs, en activité ou au chômage, avec les mouvements populaires, avec les travailleurs de la campagne, les sans-terre, les petits agriculteurs, ainsi que les classes

⁴ Le texte se réfère ici à la dite « troisième voie » de Tony Blair et des idéologues du *New Labour* britannique. De nombreux fondateurs du P-SOL avaient dénoncé l'apparition au Brésil d'un « *New PT* ».

⁵ Sigle en portugais (du projet) de la Zone de libre-échange des Amériques.

⁶ La compagnie pétrolière et gazière nationale.

moyennes – professions libérales, universitaires et chercheurs, journalistes... – toujours plus marginalisées par le capital financier comme on l'a vu récemment en Argentine. Ce sont ces alliances qui permettront la construction d'une auto-organisation indépendante et d'un pouvoir alternatif populaire, destiné à aller au-delà des limites de l'ordre capitaliste. C'est pourquoi notre parti rejette les gouvernements communs avec la classe dominante.

4) Revendications pour la lutte immédiate et bannières historiques au-delà de l'ordre établi

La défense de meilleurs salaires, le combat contre le chômage et contre la corruption, la lutte pour la réforme agraire, la lutte pour une réforme fiscale qui taxe le grand capital, celle pour la réforme urbaine⁷, représentent quelques exemples de réformes véritablement urgentes, que nous devons défendre en étant conscients qu'elles ne pourront être réalisées pleinement sous les paramètres du système capitaliste.

5) La défense d'un internationalisme actif

Nous vivons des temps d'agression militaire tous azimuts de l'impérialisme. Les Etats-Unis d'Amérique se distinguent en tant que pays agresseur, qui dirige aujourd'hui l'occupation de l'Irak, intervient en Colombie et à Haïti, provoque les tentatives de coup d'Etat au Venezuela et soutient le terrorisme de l'Etat d'Israël contre les Palestiniens. La réappropriation de l'internationalisme est l'un des objectifs du nouveau parti. Au-delà de notre continent, nous devons déployer tous les efforts en soutien au mouvement anti-globalisation, avec ses forums sociaux et ses mobilisations de masse initiées à Seattle.

Face à la systématisation des agressions et guerres d'occupation des grandes puissances capitalistes, comme c'est le cas en Irak, nous devons défendre sans aucune ambiguïté l'autodétermination des peuples contre tout type d'intervention militaire.

DEUXIEME PARTIE – BASES D'ANALYSE ET DE CARACTERISATION

1) L'aggravation de l'exploitation au Brésil et en Amérique Latine

La nature parasitaire du système capitaliste devient de plus en plus évidente dans la phase actuelle de l'économie mondiale. Seule une partie du capital est mobilisée pour l'acquisition de matières premières, l'élargissement des ressources humaines et des investissements, la rénovation de l'outil de production. La majeure partie est consacrée à spéculer sur la valeur future de la production, en utilisant les instruments spéculatifs les plus variés – changes monétaires, dette publique, sur-valorisation foncière, actions des entreprises et des marchés à terme, investissements en technologie.

L'actuel régime financiarisé exige un degré assez élevé de libéralisation et de dérégulation des économies nationales. Il impose ainsi des processus de privatisation sur la base de dettes extérieures jamais auditées, tandis que l'ALCA ou la propriété intellectuelle constituent également des facteurs d'aggravation de l'exploitation.

Avec des avantages fiscaux tels que les exemptions d'impôts sur les profits et sur les dividendes versés aux maisons-mères, de grandes entreprises multinationales se sont déjà approprié plus de la moitié du capital industriel installé au Brésil. Elles dominent directement un tiers des industries de base (pétrole, sidérurgie, pétrochimie, papier et cellulose, agro-industrie), plus de 80 % des industries de haute technologie (aéronautique, chimie, électronique) ainsi que la moitié des secteurs traditionnels de l'industrie nationale (boissons, textile, alimentation, habillement). La situation est semblable dans les services, avec la dénationalisation des banques, dans les services d'infrastructure (comme l'énergie et les télécommunications) et même dans le commerce.

Les mécanismes de la dette extérieure demeurent fondamentaux dans ce processus d'exploitation et de domination de l'impérialisme sur le Brésil. 92 % des contrats d'endettement

⁷ Pour un aménagement urbain et des systèmes de transport qui cessent de sacrifier les classes populaires et l'environnement.

extérieur – disponibles au Sénat fédéral – disposent de clauses permettant aux créanciers d'élever les taux d'intérêt. De plus, 49,5 % de ces contrats renoncent explicitement à la souveraineté nationale en désignant des instances étrangères afin de trancher les conflits. Enfin, 38,36 % de ces documents conditionnent le déblocage des crédits à l'application des programmes du FMI ou de la Banque Mondiale, tandis que 34,24 % empêchent le Brésil de contrôler les sorties de capitaux.

2) La classe dominante brésilienne est associée à la domination impérialiste

La grande bourgeoisie brésilienne est associée de la domination impérialiste. Alors qu'au Brésil 50 millions de personnes souffrent de la faim, cinq mille familles seulement concentrent un patrimoine équivalent à 46 % de la richesse gérée chaque année dans le pays (PIB). De leur côté les 50 % les plus pauvres, soit 39 millions de travailleurs, reçoivent à peine 15 % de la rente nationale. Dans le même temps, les capitalistes brésiliens spéculent avec les titres brésiliens à l'étranger et détiennent des milliards de dollars sur leurs comptes localisés aux Iles Caïman, aux Bahamas, aux Iles Vierges ou directement aux USA. Enregistrés légalement auprès de la Banque centrale, à la fin 2002 il y avait 72,3 milliards de dollars investis à l'étranger par des résidents du Brésil. La large dénationalisation de l'industrie et du système financier national lui-même – survenue dans les années quatre-vingt-dix au travers de fusions et acquisitions – a été acceptée sans résistance sérieuse de secteurs de la classe dominante nationale ; dans les conditions de l'application du modèle néolibéral, on a vu mise en évidence l'incapacité de la classe dominante brésilienne et de ses oligarchies sectorielles et régionales à imposer la moindre résistance sérieuse à la domination du capital financier.

3) Gouvernement Lula : une orientation doctrinaire au service du capital

La victoire de Luis Inácio Lula da Silva a traduit un rejet du modèle néolibéral lancé sous le gouvernement Collor⁸ et plus consolidé ensuite sous les deux mandats de Fernando Henrique Cardoso⁹. Ses 52 millions de voix représentaient une base consistante pour une nouvelle trajectoire gouvernementale.

Son gouvernement a cependant constitué une négation de ces aspirations. Après quatre disputes électorales¹⁰, Lula s'est rallié à ses anciens adversaires et a tourné le dos à ses bases sociales historiques et combatives. Il s'est transformé en un agent de la défense des intérêts du grand capital financier. Dans le cadre de ce tournant idéologique au niveau gouvernemental, le Parti des Travailleurs a été transformé en courroie de transmission des décisions de l'Esplanade des ministères¹¹.

TROISIEME PARTIE – UN PROGRAMME D'ACTION, DE REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS ET DE LA POPULATION PAUVRE, ET DES MESURES DEMOCRATIQUES, ANTICAPITALISTES ET ANTI-IMPERIALISTES

Même si c'est dans le cadre d'un programme provisoire, une première plate-forme d'action doit être à même de synthétiser et concrétiser, non un simple énoncé de mots d'ordre, mais une articulation de revendications des travailleurs et de la population avec la nécessaire rupture avec le FMI, la dette extérieure et l'ALCA, et une liaison avec l'objectif de changement du régime social et de l'instauration d'un gouvernement des travailleurs et des classes populaires exploitées et opprimées par le capitalisme.

C'est fondamentalement par la voie de la lutte, de la mobilisation directe, du soutien aux grèves pour les revendications que passe la défense de meilleurs salaires, le droit au travail, à la terre, le combat contre les attaques de l'impérialisme, des capitalistes et de leurs gouvernements. C'est

⁸ Au début des années quatre-vingt-dix.

⁹ Prédécesseur de Lula à la présidence.

¹⁰ Lors de sa victoire fin 2002, c'était la quatrième fois que Lula se présentait à l'élection présidentielle.

¹¹ Le quartier de Brasilia où sont concentrés les centres du pouvoir d'Etat fédéral.

pourquoi nous sommes pour la défense et le soutien aux luttes des salariés, des chômeurs, des travailleurs de l'économie informelle, des sans toit, des sans terre.

1) Réduction immédiate du temps de travail à 40 heures sans diminution de salaire. Placer le progrès technologique au service de la création de postes de travail.

Plus d'un million de travailleurs ont perdu leur emploi en 2003. Le chômage est devenu une crise structurelle. Il est d'une importance fondamentale de combattre la généralisation des heures supplémentaires et pour la réduction du temps de travail à 40 heures hebdomadaires, vers la semaine de 36 heures.

Nous dénonçons également toutes les mesures de licenciement ou de réduction des salaires sous prétexte de manque de travail. Face aux revendications des patrons à propos de leurs difficultés, nous demandons l'ouverture de leurs livres de compte et l'établissement d'un contrôle sur la production. Nous défendons également la lutte des chômeurs et des travailleurs de l'économie informelle. Contre la répression envers les travailleurs ambulants et pour la défense des coopératives.

2) A bas le gel des salaires. Indexation mensuelle sur l'inflation. Récupération effective du pouvoir d'achat du salaire minimum. Augmentation réelle des salaires.

Le gouvernement joue tous ses jetons sur l'exportation comme voie d'accès à une augmentation de la production, en continuant à comprimer le marché intérieur et en garantissant des taux d'intérêt élevés ainsi que l'ajustement fiscal. Cela a toujours été le plan fondamental des capitalistes au Brésil. Mais pour que les capitalistes brésiliens puissent continuer à exporter, en concurrençant d'autres bourgeois, ils doivent maintenir leurs produits à des prix bas. C'est pourquoi ils continueront à payer des salaires de misère aux travailleurs de la ville et de la campagne. C'est ce que les grands entrepreneurs appellent l'avantage comparatif brésilien.

Sans récupération salariale, il n'y a pas de véritable distribution des richesses. Nous défendons l'indexation mensuelle des salaires sur l'inflation et des augmentations salariales réelles. Les salaires doivent garantir le minimum nécessaires aux travailleurs et à leurs familles, ainsi que le dit la Constitution. Le contrôle sur les grandes entreprises démontrera la réalité des bénéfices capitalistes et des possibilités d'augmentation.

3) Réforme agraire : cette lutte est la nôtre. La terre à ceux qui la travaillent ou veulent la travailler. Soutien au MST, au MTL, à la CPT¹² et à toutes les luttes pour les revendications paysannes. La prison pour les latifundistes qui arment leurs milices contre le peuple.

Il y a au Brésil 12 millions de travailleurs sans terre. La politique du gouvernement fédéral en faveur de l'exportation copie celle du gouvernement précédent en étant centrée sur l'agro-business. Dans le cadre de ce modèle exportateur, il n'y a pas de place pour la réforme agraire, pour l'installation digne des hommes à la campagne. Près de 56 % des terres brésiliennes sont aux mains de 3,5 % des propriétaires ruraux.

Il ne reste aux petits agriculteurs, à l'agriculture familiale et aux coopératives qu'une place totalement subordonnée. Il n'y a aucune politique d'aide et de crédits pour la production en direction du marché intérieur.

C'est dire que pour obtenir quelque avancée que ce soit, les paysans et les travailleurs ruraux sans terre ont pour solution la voie de la mobilisation, des occupations de terres, des blocages de routes et des occupations d'édifices publics.

¹² MST : Mouvement des sans terre, qui regroupe près de la moitié des organisations de paysans sans terre du pays. MTL : Mouvement terre, travail et liberté, organisation socialiste révolutionnaire de lutte paysanne, implantée principalement dans l'Etat de Goiás et qui est l'une des composantes fondatrices du P-SOL. CPT : Commission pastorale de la terre, organisation de l'Eglise catholique pour la campagne, dont les positions influencées par la théologie de la libération sont assez radicales et critiques du gouvernement.

Dans ces luttes, les travailleurs sont cependant confrontés à l'impunité des grands propriétaires terriens. Nous avons vu en pleine lumière l'action des bandes paramilitaires et la répression contre les sans terre. Nous défendons les occupations et actions de lutte des sans terre parce que c'est la seule façon d'arracher une véritable réforme agraire. Seule une réforme agraire de cette nature pourra garantir une production pour le marché interne et l'accumulation d'une épargne à la campagne. Mais justement pour cette raison, il n'y aura pas de solution dans les campagnes brésiliennes sans l'expropriation des grandes propriétés, qu'elles soient productives ou non.

Le soutien aux paysans au travers de crédits, d'études techniques, de l'établissement de prix justes, représente en même temps un levier essentiel pour une authentique politique de réforme agraire.

4) Pour une large réforme urbaine. Droit au logement pour tous dans des conditions dignes.

Des millions de familles vivent dans des zones à risque, et pas seulement du fait des inondations, chutes de pierres ou glissements de terrain. Des millions vivent au jour le jour dans de très mauvaises conditions, sans accès à l'eau, sans sécurité sanitaire, avec des transports précaires et des égouts à ciel ouvert. Même en prenant en compte les possibilités d'amélioration dans ces sous-habitations, il faudrait plus de six millions six cent mille logements pour combattre le déficit existant dans le pays.

Nous soutenons les mobilisations des sans toit et des mouvements populaires pour le droit au logement. Nous sommes en faveur d'une large réforme urbaine, qui ait à sa racine un combat contre la scandaleuse spéculation immobilière.

5) Réorienter radicalement les dépenses publiques, en faveur de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

L'excédent fiscal du gouvernement, avant paiement des intérêts de la dette, a été le plus élevé de l'histoire du pays. Il a atteint 66,12 milliards de reais¹³ soit 4,3 % du PIB, au-delà de l'engagement pris auprès du FMI de 4,25 % (65 milliards). Cette ligne d'économies budgétaires centrée sur le paiement de la dette a constitué l'essence de la politique du gouvernement afin de donner confiance aux « marchés », c'est-à-dire aux banques et aux détenteurs de titres publics. De plus, la DRU¹⁴ dévie des milliards, garantis constitutionnellement pour la santé et l'éducation, afin de grossir l'excédent primaire¹⁵.

Il faut investir à fond dans les infrastructures, les routes qui sont de plus en plus laissées à l'abandon, l'énergie dans un pays où il y a eu une coupure générale par manque d'investissement.

La santé publique doit être élevée au rang d'une politique prioritaire, les ressources qui lui sont consacrées doivent être suffisantes pour satisfaire les besoins de santé de la population. Assez d'hôpitaux pour les riches et d'hôpitaux pour les pauvres. Pour une médecine efficace et gratuite pour tous.

Il faut des investissements publics lourds pour l'éducation à tous les niveaux, de façon à garantir l'alphabétisation de toute la population et l'accès à l'université.

6) Rupture avec le FMI. Non au paiement de la dette extérieure. Non à l'ALCA. Audit de la dette extérieure et de la dette intérieure. Annulation de la dette interne auprès des banques. Contrôle des changes et des capitaux. Pour un plan économique alternatif.

Les travailleurs brésiliens ne peuvent pas continuer à payer une dette qu'ils n'ont contractée et dont ils n'ont en rien bénéficié. Si l'on inclut la dette intérieure auprès des grandes banques, les

¹³ Le real, pluriel reais, vaut environ trois dollars US.

¹⁴ « *Desvinculação de Receitas da União* », Libération/dérégulation des recettes de l'Etat fédéral : mesure législative votée à l'initiative du gouvernement Lula, qui permet de déroger à l'obligation constitutionnelle d'affecter une part déterminée des recettes fiscales à des services publics essentiels.

¹⁵ « Primaire » = avant paiement des intérêts de la dette.

coûts du secteur public uniquement pour le paiement des intérêts de la dette ont atteint, à la fin de la première année du gouvernement Lula, 145,2 milliards de reais, soit 9,49 % du PIB. Deux mois de paiement de ces intérêts équivalent au coût annuel du Système unique de santé. Dix jours d'intérêts dépassent le budget annuel de l'aide aux familles. Des masses d'argent, d'un montant supérieur y compris à celui de 2002, lorsque le paiement des intérêts s'est élevé à 114 milliards de reais (8,47 % du PIB), sont ainsi drainées vers le casino financier. Dans le même temps, le total de la dette extérieure ne cesse d'augmenter, atteignant maintenant quelque 220 milliards de dollars.

Il faut rompre avec cette logique. Centraliser les opérations de change et contrôler les sorties de capitaux. Il faut dire non au FMI et à l'accord sur l'ALCA – projet d'annexion du Brésil – en appelant à la constitution d'un front des pays endettés. La dette intérieure doit être audité et sa composition vérifiée ; annulation de la dette envers les banques, préservation des petits et moyens épargnants.

Notre programme reprend à son compte la décision du tribunal de la dette extérieure tenu du 26 au 28 avril 1999 à Rio de Janeiro, et dont le verdict est clair : la dette extérieure brésilienne, qui a été contractée en dehors des cadres légaux nationaux, sans consultation du peuple, et qui porte atteinte à la souveraineté du pays, est injuste et indéfendable, sous les plans tant éthique que juridique et politique. Nous assumons également le résultat du référendum populaire réalisé du 2 au 7 septembre 2002, lorsque 94 % de plus de six millions d'électeurs, sans campagne dans les médias ni obligation de vote, ont affirmé leur refus du paiement de la dette extérieure sans réalisation préalable d'un audit public. Un nombre également significatif a aussi refusé l'utilisation d'une grande partie du budget public afin de payer la dette intérieure aux spéculateurs.

7) A bas les réformes réactionnaires et néolibérales. Pour des réformes populaires.

Sous Collor, Cardoso et maintenant Lula, les gouvernements appliquent des réformes (en réalité, contre-réformes) au service du FMI et de la Banque mondiale. C'est le cas de la réforme des retraites qui privatise le système public en le livrant aux banques. Avec le soutien du Congrès des députés a également été adoptée une loi sur les faillites qui fixe comme priorité le fait de « garantir les droits des créanciers », c'est-à-dire le droit des banques en lieu et place du droit des travailleurs.

La réforme universitaire à venir, qui doit aggraver le démantèlement et la privatisation à froid des universités publiques, est conforme aux intérêts de la Banque mondiale.

Enfin, est en préparation une réforme du droit syndical et du droit du travail, dont l'objectif clair est de réduire les quelques droits encore inscrits dans la loi, en donnant aux appareils syndicaux le pouvoir de tout négocier dans le dos de la base.

Nous nous opposons aux réformes néolibérales. Nous défendons des réformes qui servent à améliorer les conditions d'existence de la majorité de la population, telles que la réforme agraire et la réforme urbaine.

Une profonde réforme fiscale est également nécessaire, qui inverse la logique actuelle en vertu de la quelle les impôts pèsent fondamentalement sur le travail et la consommation, et non sur la richesse et la propriété, ceux qui gagnent le moins payant proportionnellement davantage que les plus hauts revenus.

Nous sommes pour la taxation des grandes fortunes, pour des impôts élevés sur les plus riches et pour l'allègement de la charge fiscale sur la classe moyenne et les pauvres.

8) A bas les privatisations. Etatisation des entreprises privatisées. Expropriation des grands groupes monopolistes capitalistes.

Dans le Brésil de Cardoso, la captation de dollars avait été garantie par les privatisations. Même si celles-ci sont maintenant moins en vogue, elles n'ont pas été définitivement écartées, comme en atteste la lettre d'engagement du gouvernement Lula et du FMI afin de privatiser quatre banques d'Etat – mesure déjà concrétisée dans le cas de la Banque d'Etat de Maranhão, achetée en février par Bradesco.

Le bilan des privatisations sous le gouvernement Cardoso a montré qu'il s'agissait d'un bradage du patrimoine national. Son résultat financier a été le suivant : 85,2 milliards de reais de recettes et

87,6 milliards de reais de coûts. Ainsi le gouvernement brésilien se retrouve non seulement sans ces entreprises mais de plus avec une perte nette de 2,4 milliards de reais.

Il faut mettre fin à ce véritable saccage de la Nation, en commençant par ré-étatiser les entreprises privatisées.

Mais plus encore, il faut réorganiser l'ensemble de la vie économique et sociale du pays. Il n'est pas possible que la production ne serve que le profit au détriment des besoins de la population. Une minorité – latifundistes, spéculateurs, capitalistes et banquiers – commande au travail des autres parce qu'elle détient le contrôle des moyens de production : les latifundistes contrôlent la terre, les capitalistes l'outil de travail, les banquiers les ressources financières. Ainsi, ils commandent à la vie de tous ceux qui, pour travailler, doivent avoir accès à la terre, à l'outil de travail et aux ressources financières. C'en est assez. La société ne peut pas s'organiser autour des principes de solidarité et d'égalité, ne peut pas produire pour les besoins de la population, sans exproprier cette minorité et sans prendre le contrôle des grands moyens de production et de crédit.

9) Confiscation des biens et emprisonnement des corrompus et des prévaricateurs.

Il y a différentes sources de corruption. Les privatisations, le laxisme du contrôle des flux de capitaux, qui encouragent et facilitent les commissions illégales et le blanchiment de l'argent du crime. La non approbation du projet de financement public des campagnes électorales a été un facteur supplémentaire pour stimuler les échanges de faveurs entre les politiciens acceptant le financement privé des grandes entreprises et les dirigeants de ces dernières. Nous sommes également confrontés à la corruption à l'intérieur des pouvoirs judiciaire, politique et policier. Le gouvernement du PT n'y a rien changé, comme cela a été mis en évidence lorsqu'il a monté son opération pour en terminer avec le cas Waldomiro-CPI à propos des bingos¹⁶.

Nous sommes pour que les scandales de corruption et de prévarication fassent l'objet d'enquêtes et soient sanctionnés, pour la mise en place de commissions d'enquête parlementaires et indépendantes. La criminalité en col blanc allonge la liste de l'impunité. Nous n'acceptons pas les privilèges que Cardoso s'est octroyés, avec l'accord de l'actuel président Lula (garantie accordée aux présidents qu'ils ne pourront pas être mis en accusation après la fin de leur mandat).

10) Contre les bureaucraties syndicales. Démocratie dans les syndicats et dans les mouvements sociaux. Autonomie et indépendance face à l'Etat, au gouvernement et aux patrons.

Pour impulser tant les luttes actuelles que la construction d'une stratégie socialiste, il est essentiel de combattre les directions opportunistes qui collaborent avec la classe dominante et se subordonnent à ses intérêts. Nous défendons en permanence le principe selon lequel les travailleurs ne doivent confier que dans la force de leurs luttes et de leur organisation indépendante. Les syndicats ont traversé dans les années quatre-vingt-dix un long processus de bureaucratisation. Les bureaucraties syndicales se sont développées – notamment Force Syndicale et la majorité de la direction de la CUT¹⁷.

Nous défendons la plus large unité d'action avec tous ceux qui veulent lutter pour les revendications et n'acceptent pas le bradage des droits de la classe des travailleurs. Nous défendons une coordination des luttes entre syndicats, associations d'habitants, pour la construction de mouvements et forums de lutte communs sur des revendications concrètes. Nous

¹⁶ Waldomiro Diniz, responsable gouvernemental et homme de confiance du ministre de « la maison civile » (quasi premier ministre) José Dirceu, a été pris sur le fait alors qu'il négociait un financement du PT (et quelques avantages personnels) avec les patrons mafieux des loteries illégales (les « bingos »). Le gouvernement et le PT ont tout fait pour étouffer l'affaire, notamment en refusant la mise en place d'une Commission parlementaire d'enquête (dont les initiales en portugais sont CPI).

¹⁷ La CUT, centrale unique des travailleurs, est la confédération syndicale formée au début des années quatre-vingt par le PT. Force Syndicale, issue du vieux syndicalisme jaune, est soutenue par d'autres forces politiques notamment l'ancien parti communiste pro-Moscou.

défendons la démocratie à l'intérieur des syndicats et de toutes les organisations de travailleurs, leur autonomie et leur indépendance complète vis-à-vis du gouvernement, de l'Etat et des patrons.

11) Pour la démocratisation des moyens de communication.

Le dit « quatrième pouvoir » ne peut pas rester un monopole privé capitaliste. Actuellement, les concessions de radio et de télévision sont accordées à des politiciens et des entrepreneurs amis des maîtres du pouvoir économique et politique. Des conglomérats capitalistes contrôlent et manipulent l'information. Nous sommes en faveur d'une démocratisation radicale des moyens de communication, en en finissant avec la façon dont les concessions de radio et de télévision sont aujourd'hui accordées. Il faut, avec la communauté culturelle du pays, réorganiser les médias et mettre en place un nouveau système de communication dans lequel la communauté culturelle, les journalistes, les éducateurs coordonnent avec les mouvements sociaux et le peuple organisé une participation effective et une démocratisation de l'information et de l'accès à la culture. Les mouvements sociaux ne peuvent être marginalisés des moyens de communication. Nous défendons les radios communautaires¹⁸ et leur légalisation.

12) Contre l'insécurité et pour le droit à la vie.

L'Etat brésilien ne garantit pas le droit le plus élémentaire à la vie et à la sécurité. Les institutions qui selon la Constitution et les lois servent à protéger le peuple – police, justice, système pénitentiaire et pouvoir politique – sont infestées de mafieux et de corrompus. La corruption policière est avalisée par le pouvoir judiciaire qui est lui-même protégé par le pouvoir politique. Si nous voulons un minimum de sécurité, il faut démanteler toute cette structure. Il est fondamental de démocratiser les forces policières et en particulier l'armée, avec le droit de la troupe à la libre organisation politique et à élire ses commandants ; avec le droit à la promotion, sans limitations pour les officiers subalternes. Le nouveau parti élaborera une plate-forme spécifique sur cette question essentielle, avec la participation de tous ses militants dans ce secteur et avec les mouvements sociaux qui se consacrent à ces thèmes. De même sera élaboré un programme pour les droits de l'homme, partant de quelques principes : contre l'impunité pour les assassins qui frappent les mouvements populaires à la campagne comme à la ville, ainsi que la population pauvre ; contre la torture systématiquement pratiquée dans les locaux policiers ; contre la criminalisation des mouvements sociaux ; pour le droit à la vérité historique et l'ouverture des archives de l'Etat sur la guérilla dans l'Araguaia.

13) Pour la préservation de l'environnement.

La construction d'un projet de dépassement du processus capitaliste réunit aujourd'hui, outre les traditionnels pré-supposés socialistes, une impulsion encore plus vitale autour de la question écologique. Ce facteur peut contribuer de façon décisive à la réorganisation des travailleurs à l'échelle internationale.

Comprenant que les forces irrationnelles de destruction accumulées par le système menacent l'ensemble de l'humanité et de la vie sur la planète, de telle sorte que la lutte contre le capitalisme signifie la lutte en défense de l'écologie, de l'environnement et de la vie, le nouveau parti élaborera sa plate-forme écologique au cours des prochains mois avec l'intervention directe du mouvement écologique.

14) Combattre le racisme et l'oppression des noirs.

L'esclavage n'existe plus en tant que mode de production – même si honteusement subsistent toujours au Brésil quelques zones illégales de travail esclave – mais le racisme continue, les noir(e)s sont les plus exploités et discriminés parmi les travailleurs et le peuple. Leurs salaires sont plus bas que ceux des blancs, ils sont plus pauvres, ils ont un accès moindre à l'école et à l'emploi. Nous appelons à combattre sans trêve le racisme et toute discrimination ou répression.

¹⁸ Radios locales fonctionnant avec la participation de la population.

Nous dénonçons comme vendeurs d'illusions et faux défenseurs de la lutte du mouvement noir, ceux qui défendent la possibilité de l'intégration et de l'égalité raciale dans le cadre du capitalisme brésilien. Le mouvement noir du nouveau parti discutera du programme nécessaire afin de développer cette lutte avec le plus d'efficacité.

15) En défense des droits des femmes. Pour l'émancipation des femmes.

En plus des rapports de classe, les femmes sont soumises aux rapports d'oppression de sexe, qui se reproduisent dans le cadre d'une division rigide du travail et des rôles. Les luttes féministes ont engrangé de nombreuses conquêtes au cours des dernières décennies. Un long chemin reste cependant à parcourir dans la lutte pour l'émancipation des femmes. L'égalité garantie dans la loi ne se retrouve pas dans la vie réelle. Les femmes vivent la double journée de travail. Elles forment l'écrasante majorité des sous-employés¹⁹ et des postes de travail les plus bas dans l'échelle des salaires, tout en étant moins payées que les hommes pour le même travail. Nous défendons la fin de la discrimination sexuelle dans le travail et un salaire égal à travail égal. Les femmes sont toujours plus nombreuses à assumer le rôle de chef de famille, alors que c'est toujours sur elle que retombe la charge de s'occuper des enfants. Les politiques publiques doivent prendre en compte cette réalité, par exemple en donnant la priorité aux femmes dans les programmes de logements et de création d'emplois, tout en garantissant l'existence de crèches publiques sur les lieux de travail et d'étude.

La violence est un problème dramatique qui touche la population féminine. Au travail, elles sont victimes de harcèlement et d'abus sexuels, menacées de perdre leur emploi si elles ne cèdent pas aux désirs de leurs chefs. Chaque minute, trois femmes sont agressées. 70 % de ces agressions ont lieu à la maison et la majorité des victimes sont des femmes pauvres. Nous exigeons l'emprisonnement des agresseurs, des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de la violence domestique et la répression du harcèlement et de l'abus sexuel. Notre parti combat le machisme et la discrimination sexuelle, en se plaçant au premier rang de la lutte féministe. Le mouvement des femmes du nouveau parti élaborera lui-même le programme nécessaire afin de mener ce combat.

16) La lutte de la jeunesse est, dans le présent, une lutte pour le futur.

La lutte de la jeunesse a une importance décisive. Le nouveau parti formule des exigences claires. Des emplois pour les jeunes. Pour une école publique, gratuite, laïque, démocratique et de qualité. A bas la répression de la jeunesse. Pour le droit à la culture et aux loisirs. Les militants jeunes du nouveau parti ont déjà entrepris de construire les jeunesses du parti et rédigeront eux-mêmes leur programme.

17) En défense des minorités nationales.

Le Brésil s'est formé dans le cadre du génocide indien. Dès le début, ce processus a donc été basé sur l'oppression de la majorité des habitants. Mais le génocide n'a pas éliminé tous les indiens brésiliens. Dans une société fondée sur le socialisme et la démocratie, les peuples indigènes pourront également récupérer et développer leur culture, ce qui est devenu toujours plus difficile dans le système actuel. Il y a actuellement dans le pays plus de 370.000 personnes indigènes, dont 210 ethnies et 170 langues parlées ont été identifiées. La défense des terres et de la culture indigène est une bannière permanente de notre parti. Elle est également défendue par d'autres nations et peuple indigènes dans toute l'Amérique Latine, et constitue un élément fondamental de la lutte pour l'autodétermination nationale.

18) En défense des retraités et des anciens !

Des millions de travailleurs parviennent à la vieillesse sans droit à la retraite et donc sans garantie d'un revenu qui leur permette de vivre décemment. C'est le résultat de la permanence –

¹⁹ Des travailleurs à temps partiel non souhaité.

et maintenant de la croissance – des relations informelles²⁰ de travail. Il est urgent de garantir à tous une rente au moment de la vieillesse, indépendamment de la capacité de chacun à cotiser.

En même temps, les travailleurs qui prennent leur retraite perçoivent dans leur majorité des retraites très peu élevées, insuffisantes au regard des besoins de santé, d'habitation, d'alimentation. Il faut garantir des conditions d'existence dignes à ces travailleurs qui pendant des années ont produit les richesses du pays.

Corriger les injustices, lutter pour la révision et l'annulation des réformes successives des retraites, fait partie de notre programme. Nous rejetons également la suppression du lien d'automatisme entre les réajustements du salaire minimum et ceux des retraites. Pour une retraite digne pour tous.

19) Pour la libre expression sexuelle.

La persécution de la libre expression sexuelle est une constante que l'on retrouve au travail, dans les lieux publics, dans les loisirs. La répression policière est permanente envers les lesbiennes, bisexuels, gays, travestis, transsexuels. Nous faisons nôtre la lutte pour le droit à la libre orientation sexuelle. La mobilisation de centaines de milliers de personnes dans tout le pays lors des dites parades gays, avec certaines manifestations qui ont atteint le million de personnes, exprime clairement une avancée de la lutte pour les droits civiques. Contre toute violence et tout préjugé envers l'orientation sexuelle des GLBT. Pour la reconnaissance de l'union matrimoniale de personnes du même sexe avec ses conséquences légales ! Sur la base de ces principes défendus par l'ensemble du parti, les mouvements GLBT construiront également le programme du parti sur ces thèmes.

20) L'importance des tâches démocratiques politiques et la défense des libertés démocratiques.

Les attaques du grand capital impérialiste financier, sa tentative d'englober tout le continent dans une offensive économique et militaire avec ses conséquences juridiques et politiques (telles que celle de l'ALCA), font de la défense des libertés démocratiques et de la souveraineté politique du pays des tâches fondamentales pour les socialistes.

Le suffrage universel est une conquête. Nous combattons l'opportunisme s'exprimant dans la position qui n'accorde d'importance qu'aux élections, mais nous combattons également le sectarisme qui dédaigne leur importance. Les élections peuvent ainsi être utilisées par les socialistes pour toucher le monde du travail et contribuer à l'avancée de sa conscience et de sa politisation.

Nous voulons une véritable Constituante, souveraine, démocratique, capable de réorganiser le pays, d'induire des changements permettant de garantir le droit pour le peuple entier à l'éducation, à la santé, au logement, à l'alimentation, au travail et à la dignité. Cette nouvelle Constitution ne pourra résulter que d'un processus profondément démocratique, dans lequel les constituants ne soient pas élus en fonction du poids et de l'influence des pouvoirs économiques et des grands médias. Cet objectif n'est pas posé concrètement dans la conjoncture actuelle, mais il doit faire partie du programme de notre parti, en même temps que d'autres mesures démocratiques.

Nous luttons aussi pour des mesures démocratiques radicales, telles qu'une assemblée unique avec révocabilité des mandats. Il est également important d'instaurer et faciliter les décisions par plébiscite ou référendum sur les thèmes nationaux les plus significatifs. De même le pouvoir judiciaire a-t-il besoin d'être profondément réformé : il faut mettre fin au choix des juges par le président de la République et instaurer la révocabilité de leurs mandats, ainsi que le recours à une participation populaire dans les décisions de justice.

21) La lutte de la classe des travailleurs est internationale. En défense de la solidarité et de la coordination des luttes latino-américaines.

²⁰ Du « travail au noir ».

Nous sommes pour l'articulation politique des socialistes et des internationalistes de tous les pays, le soutien aux luttes et la recherche constante de leur coordination. Pour l'unité des travailleurs et des peuples d'Amérique Latine. Pour la fédération des Républiques d'Amérique Latine ! Contre toute intervention impérialiste en Amérique Latine et dans le monde, que ce soit en Colombie, au Venezuela, en Irak ou en Palestine. Contre l'intervention honteuse du Brésil en Haïti, où ses forces armées jouent le rôle de troupes supplétives des Etats-Unis.

Nous considérons décisive la construction d'un front d'action, politique et social, visant à articuler pour la lutte les mouvements et forces sociales anti-impérialistes de notre continent. Dans la lutte contre l'impérialisme, nous sommes en faveur de la plus large unité d'action de tous ceux qui sont disposés à mener contre lui une action concrète.
